

D'éminents intellectuels Chinois demandent un réexamen de leur politique pour le Tibet

le 22 Mars 2008

Un groupe d'intellectuels chinois de premier plan a lancé une pétition qui a circulé sur plusieurs sites web en Chine. Sous le titre "Douze suggestions pour gérer la situation au Tibet." Cette initiative est une preuve significative que des voix chinoises en Chine s'élèvent en réponse à la manière dont Pékin a réprimé les manifestations qui ont débuté le 10 mars.

La lettre, qui démontre le grand courage de ses 29 signataires, presse le gouvernement chinois de stopper toute répression violente au Tibet et appelle le peuple tibétain à ne pas engager d'actions violentes. Elle fait pression aussi sur le gouvernement chinois pour qu'il mette fin à la propagande et au blocus de l'information, ajoutant que " *d'un côté les médias officiels chinois ont pour effet d'attiser l'animosité interethnique et d'aggraver la tension. Ceci est extrêmement nuisible à long terme à la poursuite d'une stratégie de sauvegarde de l'unité nationale.*"

La liste des signataires comprend les écrivains Wang Lixiong, Liu Xiaobo et Yu Jie, le professeur Ding Zilin du groupe de pression des Mères de Tiananmen, ainsi que des étudiants et plusieurs avocats et artistes.

La pétition déclare que le langage du gouvernement chinois pour parler du Dalai-lama n'est « *ni adapté à la situation, ni positive pour l'image du gouvernement chinois* », ajoutant que « *le gouvernement chinois s'étant engagé dans la communauté internationale, il devrait afficher un style de gouvernement qui soit conforme aux standards d'une civilisation moderne.* »

Ces intellectuels rappellent que les manifestations de 1980, qui ont conduit à imposer la loi martiale sous le gouvernement de Hu Jintao, s'étaient déroulées uniquement à Lhassa, alors que les protestations de ces dix derniers jours ont éclaté à travers tout le Tibet. Ils ajoutent que « *la détérioration de la situation est la preuve que de sérieuses erreurs sont commises par rapport au Tibet. Les organes de gouvernement concernés doivent y réfléchir avec toute la conscience requise, analyser leurs erreurs et changer fondamentalement leurs politiques nationales qui ont échoué.*"

La lettre recommande vivement le dialogue entre les dirigeants chinois et le Dalai-lama pour « *éliminer toute animosité et conduire à la réconciliation nationale* ». Elle appelle le peuple chinois en Chine au calme et à la réflexion.

Le 22 mars 2008

Liste des douze suggestions proposées par un groupe d'intellectuels pour gérer la question tibétaine :

1- La propagande unilatérale des medias officiels chinois a pour effet d'attiser l'animosité interethnique et d'aggraver la tension. Ceci est extrêmement nuisible à long terme à la sauvegarde de l'unité nationale. Nous demandons la fin de cette propagande.

2-Nous soutenons l'appel du Dalaï-lama à la paix et espérons que le conflit ethnique puisse être résolu en accord avec les principes de bonne-volonté, de paix et de non-violence. Nous condamnons tout acte de violence contre des innocents, nous pressons le gouvernement chinois de stopper la répression violente et nous appelons le peuple tibétain à ne pas mener d'actions violentes.

3- Le gouvernement chinois proclame qu' « il est absolument évident que les incidents étaient organisés, prémédités et méticuleusement orchestrés par la clique du Dalaï-lama ». Nous souhaitons que ce gouvernement en apporte la preuve. Pour modifier la vision négative et l'attitude méfiante de la communauté internationale, nous suggérons aussi que le gouvernement invite la commission des droits de l'Homme des Nations Unies à mener une investigation indépendante sur la réalité et le déroulement des incidents, le nombre de cas, etc.

4- Pour nous, le langage de la révolution culturelle utilisé par les dirigeants du parti communiste chinois dans la Région Autonome du Tibet qui traite le Dalaï-lama de « chacal en robe de moine bouddhiste », d' « esprit diabolique dans un corps d'homme », et de « cœur de brute » est contre productif.

5-Nous remarquons que le jour même où la violence a éclaté à Lhasa (le 14 mars), les leaders de la Région Autonome du Tibet ont déclaré qu' « il y avait suffisamment d'évidences prouvant que l'incident avait été organisé, prémédité et méticuleusement orchestré par la clique du Dalaï-lama ». Cela veut dire que les autorités au Tibet savaient à l'avance que l'émeute allait se produire et cependant n'ont rien fait pour prévenir l'incident, ou au moins l'empêcher de prendre de l'ampleur. S'il y a eu faute professionnelle, on doit engager une investigation sérieuse et agir en fonction de ses résultats.

6- Si finalement il ne peut être prouvé que l'émeute avait été organisée, préméditée et méticuleusement orchestrée , mais qu'elle était au contraire « une révolte populaire » provoquée par des événements, alors les autorités devraient poursuivre ceux qui sont responsables d'avoir encouragé la révolte populaire et fabriqué des informations fausses pour tromper le Gouvernement Central et le peuple ; ces autorités devraient réfléchir sincèrement à la leçon à tirer de cet événement de façon à éviter de répéter la même chose dans le futur.

7- Nous recommandons vivement que les autorités ne soumettent pas tous les Tibétains à une investigation politique ou à la vengeance. Les procès de ceux qui ont été arrêtés doivent suivre la procédure judiciaire qui implique qu'ils soient publics, justes et transparents de façon à satisfaire toutes les parties.

8- Nous exhortons le gouvernement chinois à autoriser les medias nationaux et internationaux à aller dans les différentes régions tibétaines pour réaliser des interviews indépendantes et des reportages. Nous pensons que l'actuel blocus des nouvelles n'aura aucun crédit auprès du peuple chinois ou de la communauté internationale, et qu'il est nuisible à la crédibilité du gouvernement chinois. Si le gouvernement comprend la véritable situation, il n'a pas à craindre les défis. C'est en adoptant une attitude ouverte que notre gouvernement pourra regagner la confiance de la communauté internationale.

9- Nous appelons les Chinois, dans le pays et à l'étranger, à rester calmes et tolérants, et à réfléchir profondément à ce qui est entrain de se passer. Une attitude nationaliste et agressive ne fera qu'encourager l'antipathie de la communauté internationale et nuira à l'image de la Chine dans le monde.

10- Les troubles des années 80 au Tibet étaient limités à Lhassa, Tandis que cette fois-ci, ils se sont étendus à de nombreuses régions du Tibet. Cette détérioration montre que de sérieuses erreurs ont été commises en ce qui concerne le travail sur le Tibet. Les organes de gouvernement concernés doivent y réfléchir avec toute la conscience requise, analyser leurs erreurs et changer fondamentalement leurs politiques nationales qui ont échoué.

11- Pour éviter que de tels incidents ne se répètent dans le futur, le gouvernement doit respecter les libertés de religion et d'expression qui font partie intégrante de la constitution Chinoise et permettre ainsi au peuple tibétain d'exprimer pleinement ses griefs et ses espoirs, et aux citoyens de toutes nationalités de critiquer librement et de faire des suggestions à propos de la politique de la nationalité menée par le gouvernement.

12- Nous tenons à éliminer toute animosité et à conduire à une réconciliation nationale, et non pas à continuer à aggraver les divisions entre nationalités. Un pays qui souhaite éviter la partition de son territoire doit avant tout éviter les divisions entre nationalités. C'est pourquoi, nous appelons les leaders de notre pays à engager un dialogue direct avec le Dalaï-lama. Nous espérons que les chinois et les Tibétains pourront faire disparaître les malentendus entre eux, qu'ils développeront des actions communes et parviendront à l'unité. Les organes de gouvernement, autant que les organisations populaires et les personnalités religieuses devraient faire de grands efforts dans cette direction.

Signatures:

Wang Lixiong (Beijing, Writer)
Zhang Zuhua (Beijing, scholar of constitutionalism)
Yu Haocheng (Beijing, jurist)
Jiang Peikun (Beijing, professor)
Sun Wenguang (Shangdong, professor)
Pu Zhiqiang (Beijing, lawyer)
Liao Yiwu (Sichuan, writer)
Zhang Xianling (Beijing, engineer)
Li Jun (Gansu, photographer)
Wang Debang (Beijing, freelance witer)
Jiang Danwen (Shanghai, writer)
Xu Hui (Beijing, writer)
Wen kejian (Hangzhou, freelance)
Tian Yongde (Inner Mongolia, folk human rights activists)
Liu Yiming (Hubei, freelance writer)

Liu Xiaobo (Beijing, Freelance Writer)
Sha Yexin (Shanghai, writer, Chinese Muslim)
Ding Zilin (Beijing, professor)
Yu Jie (Beijing, writer)
Ran Yunfei (Sichuan, editor, Tujia nationality)
Teng Biao (Beijing, lawyer and scholar)
Wang Qisheng (Beijing, scholar)
Xu Jue (Beijing, research fellow)
Gao Yu (Beijing, journalist)
Zhao Dagong (Shenzhen, freelance writer)
Liu Yi (Gansu, painter)
Wang Tiancheng (Beijing, scholar)
Li Hai (Beijing, freelance writer)
Zan Aizong (Hangzhou, journalist)